



Financé par
l'Union européenne

ACTING
FOR LIFE



« Projet d'Appui à la Résilience des populations et à la Cohésion Intercommunautaire au niveau des territoires Transfrontaliers (PARCIT) »

TERMES DE REFERENCE

Pour le recrutement d'un consultant chargé de conduire « Etude sociétale : analyse des conflits, des enjeux de cohésion sociale et d'identification des acteurs clés au BURKINA FASO : Région Centre-Est, BENIN : Départements de l'Atacora et de la Donga et TOGO : Régions de la Kara et des Savanes »



1. Contexte et justification

Depuis 2012, la dégradation du contexte sécuritaire en Afrique de l'Ouest s'est progressivement étendue vers les zones transfrontalières entre le sud des pays sahéliens et le nord des pays du Golfe de Guinée. La bande couvrant le Centre-Est du Burkina Faso, les régions des Savanes et de Kara au Togo et la région de l'Atacora au Bénin sont particulièrement affectée. Cette insécurité s'inscrit dans des dynamiques structurelles marquées par la marginalisation historique de ces territoires, caractérisés par un faible accès aux services publics, des opportunités économiques limitées et une forte vulnérabilité des populations rurales particulièrement la communauté pastorale. Ces fragilités, accentuées par les déplacements de populations pastorale et la pression sur les ressources naturelles, contribuent à alimenter les tensions locales et à fragiliser les systèmes agropastoraux.

Dans ce contexte, les conflits liés à l'accès et à la gestion des ressources naturelles, notamment entre agriculteurs et éleveurs, sont de plus en plus instrumentalisés, renforçant les clivages sociaux et les dynamiques de violence. Parallèlement, les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'État peinent à disposer d'outils d'analyse et de planification adaptés, limitant leur capacité à anticiper les crises et à coordonner des réponses cohérentes.

La concentration des flux transhumants dans la zone transfrontalière Bénin-Burkina Faso-Togo a entraîné une recrudescence des tensions entre agriculteurs et éleveurs, ainsi qu'une pression accrue sur les ressources naturelles. Ces dynamiques, combinées aux défis sécuritaires croissants dans les zones frontalières avec la progression des groupes armés non étatiques depuis le Burkina Faso vers le nord du Togo et de l'Atacora béninois fragilisent davantage la cohésion sociale des communautés locales. Des déplacements internes de populations ont été enregistrés dans les trois pays, avec notamment des Personnes Déplacées Internes (PDI) et des réfugiés qui exercent une pression additionnelle sur des ressources agropastorales déjà limitées. Dans ce contexte, le projet PARCIT (**Projet d'Appui à la Résilience des populations et à la Cohésion Intercommunautaire au niveau des territoires Transfrontaliers**) prévoit, à travers un ensemble d'activités ciblées au Bénin, au Burkina Faso et au Togo, de renforcer la cohésion sociale à travers le dialogue multi-acteurs, de contribuer au renforcement des mécanismes concertés de gestion des ressources agropastorales et de favoriser une coexistence apaisée et encadrée des mobilités pastorales.

C'est dans ce cadre que le RBM (Réseau Billital Maroobé), réseau d'associations d'éleveurs présents dans douze (12) pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest, souhaite développer des actions de dialogue multi acteurs autour des enjeux pastoraux au profit de la cohésion sociale en Guinée, prioritairement dans la région du Centre-Est du Burkina Faso, les régions des Savanes et de Kara au Togo et la région de l'Atacora au Bénin. Ce projet, déjà mise en œuvre dans la zone frontalière entre le Burkina Faso,

le Bénin et le Togo, a pour vocation de renouer le dialogue entre les communautés pastorales, non-pastorales et les autorités formelles et coutumières. Ce dialogue vise à restaurer la confiance entre ces acteurs afin qu'ils trouvent des solutions communes 1/ aux tensions et conflits qui découlent de l'exploitation des ressources, 2/ aux violences qui naissent de la crise sécuritaire au Sahel et 3/ aux incompréhensions et à la méfiance favorisées par une mobilité pastorale insuffisamment encadrée.

Une étude diagnostique préalable est nécessaire afin d'identifier les enjeux prioritaires en matière de cohésion sociale dans chacun des trois pays et de disposer d'une base commune pour le lancement du dialogue multi-acteurs. Cette étude couvrira simultanément le Burkina Faso (région Centre-Est), le Bénin (départements de l'Atacora et de la Donga) et le Togo (régions de la Kara et des Savanes). Son contenu sera restitué lors des ateliers de lancement du dialogue multi-acteurs dans les trois pays afin de rapprocher les perceptions que les participants ont des enjeux pastoraux au profit d'une cohésion sociale renforcée. Ces actions s'inscrivent dans le cadre du projet PARCIT mis en œuvre à travers le consortium avec Acting For Life.

2. Objectifs poursuivis

L'objectif de l'étude est de préparer le démarrage du dialogue multi-acteurs dans la zone d'intervention du PARCIT à travers la conduite d'une étude préparatoire approfondie couvrant simultanément les trois pays.

Les objectifs spécifiques sont de :

- Analyser la situation des éleveurs-pasteurs en termes d'insertion sociale, économique et institutionnelle ;
- Cartographier les conflits impliquant les populations pastorales et les autres usagers des ressources naturelles ;
- Analyser les causes structurelles et conjoncturelles de ces conflits ;
- Analyser les dynamiques de vol/recèle de bétail autour des marchés à bétail ;
- Identifier les facteurs de division et de rapprochement entre acteurs ;
- Identifier, dans chaque zone, les acteurs clés à associer au dialogue ;
- Identifier les animateurs qui pourront conduire les sessions disséminées du dialogue ;
- Analyser les effets des dynamiques sécuritaires et des pressions transhumantes sur la cohésion sociale dans les zones d'intervention des trois pays
- Recenser les bonnes pratiques locales en matière de coexistence pacifique et de médiation.

3. Résultats attendus

Les résultats attendus du travail sont les suivants :

- La conduite d'un terrain de recherche au Burkina Faso (région Centre-Est), au Bénin (départements de l'Atacora et de la Donga) et au Togo (régions de la Kara et des Savanes)
- La réalisation d'une revue de littérature par le consultant international qui complète le terrain de recherche
- La rédaction d'un rapport d'étude préparatoire (version provisoire, puis version finale)
- La validation du rapport par le RBM et les autres personnes ressources du RBM.

- La restitution des résultats de l'étude lors de l'atelier de lancement du dialogue
- La formation scientifique des animateurs à partir des résultats de l'étude et de leurs enjeux dans le cadre du dialogue multi acteurs.

4. Méthodologie

Le ou les consultants se rendront sur le terrain dans la zone d'intervention du projet. Le consultant proposera dans son offre les localités spécifiques qui seront enquêtées dans chaque zone d'intervention du projet. La méthodologie doit prendre en compte la participation et l'inclusion de l'ensemble des acteurs dans les trois pays.

Le consultant rencontrera toutes les catégories d'acteurs :

- Communautés (pasteurs, éleveurs, agriculteurs, orpailleurs)
- Les autorités locales, nationales et coutumières
- Les services techniques des ministères en charge de l'élevage et du pastoralisme du Bénin (MAEP), du Burkina Faso et du Togo (MAPRASA)
- Les comités de vigilance
- Les acteurs du monde judiciaire
- Les partenaires locaux du consortium

5. Calendrier de l'étude

L'étude va se dérouler sur une période 45 jours calendaire étalé sur 2 mois.

Il s'agira pour le consultant de réaliser les activités suivantes :

- La collecte de données
- La rédaction et finalisation du rapport
- Participer et animer de l'atelier de lancement du dialogue multi acteurs : à définir avec le RBM ultérieurement

6. Modalités de candidature

Les candidats intéressés sont invités à soumettre :

Les candidats intéressés sont invités à soumettre une offre technique et financière à l'adresse suivante : sanda.fisca@yahoo.fr, avec copie à c.ouattara@rbm-ctr.org, checibrahimaouattara@gmail.com et issoufoudiallo@billital.org, issoufoudiallo09@gmail.com

- Une **note méthodologique** détaillant la compréhension des TdR, l'approche proposée, les outils de collecte et d'analyse, ainsi que le calendrier de travail.
- Un **CV détaillé** (ou les CV des membres de l'équipe).
- Un **budget estimatif** incluant honoraires et frais opérationnels.
- Des références de missions similaires réalisées.

Date limite de réception des candidatures : Dimanche 10 mai 2026 à 12h30 GMT.

NB : Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.